



Commentry

ARRETE

CONCERNANT LA DEMANDE D'ARRÊTÉ DE CIRCULATION FORMULEE PAR L'ENTREPRISE SARL DESFORGES

NOUS, Maire de la Commune de COMMENTRY (Allier),
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, Articles L.2213-1 et 2,
Vu le Code de la Route,
Vu le Décret n° 64-262 du 14 mars 1964, modifié par l'article 3 du Décret n° 77-738 du 7 juillet 1977 et par le Décret n° 79-1152 du 28 décembre 1979,
Vu l'Arrêté Préfectoral n° 3.185-65 du 24 Juin 1965,
Vu l'arrêté en date du 29 mai 2020 donnant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Thierry VERGE, 1^{er} adjoint, délégué à la Sécurité et à la Circulation,
Vu l'Avis des Services Techniques,

Considérant la demande d'arrêté de circulation présentée par l'entreprise SARL DESFORGES domiciliée TSA 70011 69134 DARDILLY CEDEX et relative aux travaux de création d'une entrée bateau et réfection trottoir rue des Étangs (03600).

ARRETONS:

Article premier : Les travaux seront effectués à partir du **samedi 18 février 2023** et ce pendant une période de 30 jours.

Article 2 : La chaussée sera rétrécie et le stationnement sera interdit au droit du chantier. Des panneaux « travaux », « stationnement interdit » « attention piétons » « chaussée rétrécie », par panneaux de type B15 et C18 devront être installés par le permissionnaire.

Article 3 : Les dépôts de matériaux et la fouille seront signalés et balisés. Le stationnement et l'arrêt seront interdits au droit du chantier et réservés à l'entreprise.

Article 4 : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres : terre, dépôts de matériaux et de réparer tous les dommages qui auraient pu être causés à la chaussée, au trottoir ou à leurs dépendances et qui devront être repris à l'identique.

Article 5 : Le présent document est délivré sous réserves que le permissionnaire ait sollicité les Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux de tous les exploitants concernés.

Article 6 : Une copie du présent arrêté sera affichée par le permissionnaire, de manière visible et permanente, sur le lieu des travaux et pendant toute la durée du chantier.

Article 7 : Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 8 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, les agents de la police municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



*Fait en Mairie de COMMENTRY,
Le seize février deux mille vingt trois*

*Par délégation du Maire
Adjoint délégué à la Sécurité et à la Circulation
Thierry VERGE*